

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JUILLET 1919.

Projet de loi concernant le gouvernement des territoires réunis à la Belgique en vertu du Traité de Versailles du 28 juin 1919

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSEURS,

Le Traité de Paix signé à Versailles, le 28 juin 1919, dans ses articles 32 et suivants, reconnaît à la Belgique la pleine souveraineté de l'ensemble du territoire contesté de Moresnet, dit Moresnet neutre, et prévoit la rétrocession à la Belgique de territoires rattachés à la Prusse depuis 1815.

Ces territoires sont :

- 1° La commune de Moresnet prussien, délimitée par l'article 33 du Traité et qui fait partie administrativement du Cercle d'Eupen.
- 2° Le reste du cercle d'Eupen (article 34 du Traité).
- 3° Le cercle de Malmédy (article 34 du Traité).

A l'exception de Moresnet neutre, qui a joui d'un statut politique et juridique spécial et qui pourra, dès la mise en vigueur du Traité de Paix, être rattaché à la Province de Liège, tous les territoires visés ci-dessus sont régis par les lois de l'Empire allemand.

Or, du jour où l'Allemagne et la Belgique auront ratifié le Traité de Versailles, ces territoires passeront, en vertu de la disposition finale du même Traité, sous la souveraineté belge. Ils seront donc, à dater de ce jour, partie du territoire belge.

Dès lors, la Constitution et les lois belges devraient entrer immédiatement en vigueur sur ces territoires. Cependant, de nombreux motifs militent en faveur d'une administration séparée. Un régime transitoire s'impose.

Il y a lieu de remarquer d'abord, que d'après l'art. 34 du Traité de paix, pendant les six mois qui suivront la mise en vigueur du Traité, une consultation populaire d'une forme particulière doit être organisée.

D'autre part, l'art 37 du Traité dispose que pendant un délai de deux ans, à partir du transfert définitif de la souveraineté, un droit d'option pour la

nationalité allemande est reconnu aux ressortissants allemands, établis sur ces territoires et que l'usage de ce droit entraînera l'obligation pour eux de transporter leur domicile en Allemagne.

Enfin, d'une façon générale, le passage du régime allemand au régime belge au point de vue légal, administratif et judiciaire devra se faire sans heurt, en tenant compte des intérêts légitimes et des mœurs des populations et en respectant les droits acquis.

Or, il est impossible que l'Administration Centrale et le pouvoir législatif belges prennent toutes les mesures urgentes que nécessitera la période transitoire.

Ces mesures ne seront prises à bon escient que par une autorité se trouvant sur place, qui puisse entendre les avis des intéressés.

C'est pourquoi, le Gouvernement, s'inspirant des décrets français concernant l'Alsace et la Lorraine, propose de conférer à un Haut-Commissaire royal des pouvoirs étendus qui lui permettent d'accomplir sa mission importante et délicate : l'adaptation graduelle des Cercles d'Eupen et de Malmédy à la vie nationale belge jusqu'à ce qu'une assimilation complète soit effectuée. Ces pouvoirs consisteront pour le Haut-Commissaire à gouverner et à administrer d'une façon générale les territoires des Cercles d'Eupen et de Malmédy ainsi qu'à prendre toutes les mesures d'exécution prévues au Traité de Paix.

Le Haut-Commissaire réunit sous son autorité tous les services afférents à l'administration du nouveau territoire. Il a donc l'exercice du pouvoir exécutif.

D'autre part, comme il sera nécessaire de différer en tout ou en partie l'application de certaines lois belges sur les territoires rattachés à la Belgique et d'y maintenir pour certaines matières le régime légal allemand, le Haut-Commissaire royal doit nécessairement posséder aussi l'exercice du pouvoir législatif; il exercera ce pouvoir par voie de décrets.

Placée sous l'autorité du Premier Ministre, se conformant pour toutes les questions relatives à l'exécution du Traité de Paix aux instructions du Ministre des Affaires Étrangères, l'administration générale du Haut-Commissaire sera naturellement soumise au contrôle du Parlement et évidemment limitée par toute disposition que prendrait le pouvoir législatif.

Afin d'éclairer le Haut-Commissaire dans les décisions importantes qu'il aura à prendre, en tenant compte des vœux des populations intéressées, un Conseil lui sera adjoint composé de douze membres parmi lesquels 6 personnalités belges et six habitants des cercles d'Eupen et de Malmédy.

Les conseillers belges seront nommés par le Premier Ministre et les conseillers à choisir parmi les habitants d'Eupen et de Malmédy, seront désignés par le Haut-Commissaire royal; ce conseil aura un caractère purement consultatif: il importe, en effet, que dans les cas d'urgence l'action du Haut-Commissaire puisse s'exercer sans retard.

Enfin le projet de loi prévoit le rattachement du nouveau territoire à l'arrondissement judiciaire de Verviers. Il a paru au Gouvernement qu'il était nécessaire d'organiser dès à présent le recours auprès des juridictions supérieures belges contre les décisions des juridictions locales.

Le Gouvernement n'a pas éru pouvoir déterminer la durée du mandat confié au Haut-Commissaire royal. Une commission interministérielle étudiera les mesures destinées à préparer l'adaptation des nouveaux territoires au régime légal belge et le pouvoir législatif belge mettra fin au régime transitoire organisé par la présente loi lorsque ce régime aura cessé de paraître nécessaire.

Le Ministre des Affaires étrangères,

P. HYMANS.



PROJET DE LOI

concernant le gouvernement des territoires annexés à la Belgique par le Traité de Versailles du 28 juin 1919.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, et de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères présentera en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le gouvernement des territoires rattachés à la Belgique en vertu des articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, est confié à un Haut Commissaire désigné par le Roi.

ART. 2.

Le Haut Commissaire Royal exerce la plénitude des pouvoirs législatif et exécutif, sous l'autorité du Premier Ministre.

ONTWERP VAN WET

aangaande het beheer der grondgebieden, door het verdrag van Versailles van 28^e Juni 1919, met België vereenigd.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, en van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken, zal, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voorstellen, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Het beheer der grondgebieden, krachtens art. 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919 met België vereenigd, is toevertrouwd aan eenen Hoog-Commissaris, door den Koning aangewezen.

ART. 2.

De Hoog-Commissaris oefent de volledige wetgevende en uitvoerende macht uit, onder het gezag van den Eersten Minister.

ART. 3.

Le Haut Commissaire Royal prend les mesures législatives par voie de décrets, et les mesures administratives par voie d'arrêtés.

ART. 4.

Les territoires visés à l'article 1^{er} sont rattachés, au point de vue judiciaire, à l'arrondissement judiciaire de Verviers.

Toutefois, les juridictions locales sont compétentes en toutes matières qui leur sont attribuées par le Haut Commissaire Royal.

Les juridictions, tant belges que locales, appliqueront les lois, décrets et règlements en vigueur dans les territoires visés ci-dessus.

ART. 5.

Un Conseil supérieur est adjoint à titre consultatif, au Haut Commissaire Royal.

Ce Conseil comprend 12 membres : 6 choisis parmi les personnalités des cercles d'Eupen et de Malmédy et nommés par le Haut Commissaire Royal; 6 choisis parmi des personnalités belges et nommés par le Premier Ministre.

ART. 6.

Le budget du Haut Commissaire Royal est rattaché au budget du Ministère des Finances.

ART. 3.

De Koninklijke Hoog-Commissaris vaardigt de wetgevende maatregelen uit, bij middel van decreten en de bestuurlijke maatregelen bij middel van besluiten.

ART. 4.

De grondgebieden in artikel 1 bedoeld, zijn, onder gerechtelijk opzicht, met het rechterlijk arrondissement Verviers vereenigd.

Doch de plaatselijke rechtsoverheden zijn bevoegd alle zaken te behandelen welke hen door den Koninklijken Hoog-Commissaris toevertrouwd worden.

Zoowel de Belgische als de plaatselijke rechtsoverheden zullen de wetten, decreten en verordeningen toepassen, welke in de hierboven bedoelde grondgebieden van kracht zijn.

ART. 5.

Een Hoogere Raad is voor raadpleging aan den Koninklijken Hoog-Commissaris toegevoegd.

Deze Raad bestaat uit 12 leden; 6 gekozen onder de aanzienlijke personen der Kreitsen Eupen en Malmédy, en benoemd door den Koninklijken Hoog-Commissaris; 6 onder Belgische aanzienlijke personen gekozen, en door den Eersten Minister benoemd.

ART. 6.

De begroting van den Koninklijken Hoog-Commissaris wordt gevoegd bij de begroting van het Ministerie van Financien.

ART. 7.

Un arrêté royal détermine la composition d'une Commission interministérielle chargée de préparer, avec le Haut Commissaire Royal, l'adaptation graduelle des cercles d'Eupen et de Malmédy au régime légal administratif et judiciaire belge.

ART. 8.

Les pouvoirs extraordinaires du Haut Commissaire Royal ont une durée indéterminée; ils ne prendront fin que par une décision du pouvoir législatif.

Donné à Bruxelles, le 30 juillet 1919.

ART. 7.

Een koninklijk besluit stelt de samenstelling vast, van eene interministeriële Commissie, die samen met den Koninklijken Hoog-Commissaris gelast is het geleidelijk toepassen van het Belgisch bestuurlijk en rechterlijk stelsel op de Kreitsen Eupen en Malmedy te bewerkstelligen.

ART. 8.

De buitengewone bevoedgheden van den Koninklijken Hoog-Commissaris zijn van onbeperkten duur; zij zullen enkel door eene beslissing van de wetgevende macht opgeheven worden.

Gegeven te Brussel den 30ⁿ Juli 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :

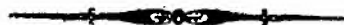
De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JULI 1919.

Wetsontwerp

betreffende het beheer der grondgebieden krachtens het verdrag van Versailles,
van 28 juni 1919 met België vereenigd.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Door de artikels 32 en volgende van het vredesverdrag op 28 juni 1919 te Versailles geteekend, wordt aan België de volledige souvereiniteit over het gansche betwiste grondgebied van Moresnet, gezegd onzijdig Moresnet, toegekend en wordt de wederafstand aan België voorzien, van grondgebieden in 1815 met Pruisen vereenigd.

Deze grondgebieden zijn :

1^o De gemeente Pruisisch Moresnet, waarvan de grenzen bepaald worden door artikel 33 van het verdrag en die op bestuurlijk gebied tot den kreits Eupen behoort.

2^o Het overige grondgebied van den kreits Eupen (artikel 34 van het verdrag).

3^o De kreits Malmedy (art. 34 van het verdrag).

Met uitzondering van onzijdig Moresnet, dat een bijzonder staatkundig en rechterlijk stelsel genoten heeft en dat onmiddellijk, na het in werking treden van het vredesverdrag, met de Provincie Luik zal kunnen worden vereenigd, worden alle hierboven bedoelde grondgebieden door de wetten van het Deutsche Rijk beheerd.

Wanneer, van den dag af dat Deutschland en België het vredesverdrag van Versailles zullen bekrachtigd hebben, zullen deze grondgebieden krachtens de slotbepaling van hetzelfde verdrag, onder Belgische souvereiniteit overgaan, zij zullen dus, van dien dag af, deel uitmaken van het Belgisch grondgebied.

Derhalve zouden de Belgische grondwet en de Belgische wetten dadelijk op dit grondgebied moeten in werking treden. Nochtans schijnt, voor vele

redenen, een afzonderlijk bestuur geraadzaam. Een overgangsbestuur dringt zich op:

Er dient eerst opgemerkt te worden dat volgens artikel 34 van het vredesverdrag, binnen de zes maanden na het in werking treden van het verdrag, eene volksraadpleging van bijzonderen vorm moet ingericht worden.

Bovendien beschikt artikel 37 dat gedurende een tijdperk van twee jaar, te rekenen van de definitieve overdracht der souvereiniteit, een recht van voorkeur voor de Deutsche nationaliteit toegekend wordt aan de Deutsche onderhoorigen op dit grondgebied gevestigd en dat het gebruik van dit recht voor hen de verplichting met zich zal voeren hunne woonplaats naar Duitschland over te brengen.

Eindelijk, in 't algemeen gesproken, zal de overgang van het Duitsch stelsel naar het Belgisch stelsel op wettelijk, bestuurlijk en rechterlijk gebied zonder botsing moeten geschieden, rekening houdend met de wettige belangen en de zeden der bevolking en de verworven rechten eerbiedigend.

Nu is het onmogelijk dat het Belgisch hoofdbestuur en de Belgische wetgevende macht alle dringende maatregelen zouden nemen, die in dit overgangstijdperk zullen gevergd worden.

Deze maatregelen kunnen slechts wetens en willens genomen worden door eene overheid die zich ter plaatse bevindt en die van de meening der belanghebbenden kennis kan nemen.

Voorbeeld nemend aan de Fransche verordeningen betreffende Elzas-Lotharingen stelt de Regeering daarom voor, aan eenen koninklijken Hoog-Commissaris eene uitgebreide macht te verleenen die hem de vervulling zal toelaten zijner belangrijke en kiesche zending: de geleidelijke aanpassing der kreitsen Eupen en Malmedy aan het Belgische nationale leven tot op het oogenblik dat eene volledige gelijkstelling zal tot stand zijn gebracht. Die macht zal voor den Hoog-Commissaris bestaan in het regeeren en besturen in algemeenen zin van het grondgebied der kreitsen Eupen en Malmedy, evenals in het nemen van alle uitvoeringsmaatregelen in het vredesverdrag voorzien.

De Hoog-Commissaris vereenigt onder zijn gezag al de diensten welke bij het bestuur van het nieuwe grondgebied behooren. Hij oefent dus de uitvoerende macht uit.

Daar het buitendien noodzakelijk zijn zal, de toepassing van zekere Belgische wetten op het grondgebied met België vereenigd, geheel of ten deele uit te stellen, en er in zekere zaken het Deutsche wettenstelsel te behouden, zoo moet de Koninklijke Hoog-Commissaris noodzakelijk het uitoefenen der wetgevende macht bezitten. Hij zal deze macht uitoefenen bij middel van decreten.

Ondergeschikt aan het gezag van den Eersten Minister, zich voegende naar de voorschriften van den Minister van Buitenlandsche Zaken voor al wat betreft het uitvoeren van het Vredesverdrag, zal het algemeen bestuur van den Hoog-Commissaris natuurlijk aan het toezicht van de Wetgevende Kamers onderworpen, en klaarblijkelijk beperkt zijn door eeniegelijke beschikking

welke door de Belgische wetgeving genomen wordt. Ten einde den Hoog-Commissaris te verlichten in de belangrijke beslissingen, welke hij zal moeten nemen, en rekening houdende met de wenschen der belanghebbende bevolking, zal hem een Raad toegevoegd worden, bestaande uit 12 leden, waaronder 6 Belgische aanzienlijke personen en 6 inwoners der kreitsen Eupen en Malmedy.

De Belgische Raadsheeren zullen benoemd worden door den Eersten Minister en de Raadsheeren, onder de inwoners van Eupen en Malmedy te verkiezen, zullen door den Hoog Commissaris aangewezen worden; deze Raad zal door zijn karakter slechts voor raadpleging dienen; het is inderdaad van belang, dat in dringende gevallen, de werking van den Hoog-Commissaris zonder uitstel kan uitgeoefend worden.

Ten slotte voorziet het wetsontwerp het vereenigen van het nieuw grondgebied met het rechterlijk arrondissement van Verviers. De Regeering heeft het noodig geacht, van nu af, het verhaal tot de opperste Belgische rechtsmacht in te richten tegenover de besluiten der plaatselijke rechtsoverheden.

De Regeering acht het niet raadzaam den duur van de zending te beperken, die aan den Koninklijken Hoog-Commissaris toevertrouwd is. Eene interministeriële Commissie zal de maatregelen bestudeeren, bestemd om het aanpassen van het nieuw grondgebied tot het Belgisch wettenstelsel te bereiden, en de wetgevende macht zal aan het overgangsstelsel door de tegenwoordige wet in voege gebracht, een einde stellen, wanneer dit stelsel haar niet langer noodig schijnt.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

PROJET DE LOI

concernant le gouvernement des territoires annexés à la Belgique par le Traité de Versailles du 28 juin 1919.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, et de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères présentera en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le gouvernement des territoires rattachés à la Belgique en vertu des articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, est confié à un Haut Commissaire désigné par le Roi.

ART. 2.

Le Haut Commissaire Royal exerce la plénitude des pouvoirs législatif et exécutif, sous l'autorité du Premier Ministre.

ONTWERP VAN WET

aangaande het beheer der grondgebieden, door het verdrag van Versailles van 28^e Juni 1919, met België vereenigd.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, en van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken, zal, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voorstellen, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Het beheer der grondgebieden, krachtens art. 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919 met België vereenigd, is toevertrouwd aan eenen Hoog-Commissaris, door den Koning aangewezen.

ART. 2.

De Hoog-Commissaris oefent de volledige wetgevende en uitvoerende macht uit, onder het gezag van den Eersten Minister.

ART. 3.

Le Haut Commissaire Royal prend les mesures législatives par voie de décrets, et les mesures administratives par voie d'arrêtés.

ART. 4.

Les territoires visés à l'article 1^{er} sont rattachés, au point de vue judiciaire, à l'arrondissement judiciaire de Verviers.

Toutefois, les juridictions locales sont compétentes en toutes matières qui leur sont attribuées par le Haut Commissaire Royal.

Les juridictions, tant belges que locales, appliqueront les lois, décrets et règlements en vigueur dans les territoires visés ci-dessus.

ART. 5.

Un Conseil supérieur est adjoint à titre consultatif, au Haut Commissaire Royal.

Ce Conseil comprend 12 membres : 6 choisis parmi les personnalités des cercles d'Eupen et de Malmédy et nommés par le Haut Commissaire Royal ; 6 choisis parmi des personnalités belges et nommés par le Premier Ministre.

ART. 6.

Le budget du Haut Commissaire Royal est rattaché au budget du Ministère des Finances.

ART. 3.

De Koninklijke Hoog-Commissaris vaardigt de wetgevende maatregelen uit, bij middel van decreten en de bestuurlijke maatregelen bij middel van besluiten.

ART. 4.

De grondgebieden in artikel 1 bedoeld, zijn, onder gerechtelijk opzicht, met het rechterlijk arrondissement Verviers vereenigd.

Doch de plaatselijke rechtsoverheden zijn bevoegd alle zaken te behandelen welke hen door den Koninklijken Hoog-Commissaris toevertrouwd worden.

Zoowel de Belgische als de plaatselijke rechtsoverheden zullen de wetten, decreten en verordeningen toepassen, welke in de hierboven bedoelde grondgebieden van kracht zijn.

ART. 5.

Een Hoogere Raad is voor raadpleging aan den Koninklijken Hoog-Commissaris toegevoegd.

Deze Raad bestaat uit 12 leden ; 6 gekozen onder de aanzienlijke personen der Kreitsen Eupen en Malmédy, en benoemd door den Koninklijken Hoog-Commissaris ; 6 onder Belgische aanzienlijke personen gekozen, en door den Eersten Minister benoemd.

ART. 6.

De begroting van den Koninklijken Hoog-Commissaris wordt gevoegd bij de begroting van het Ministerie van Financien.

ART. 7.

Un arrêté royal détermine la composition d'une Commission interministérielle chargée de préparer, avec le Haut Commissaire Royal, l'adaptation graduelle des cercles d'Eupen et de Malmédy au régime légal administratif et judiciaire belge.

ART. 8.

Les pouvoirs extraordinaires du Haut Commissaire Royal ont une durée indéterminée; ils ne prendront fin que par une décision du pouvoir législatif.

Donné à Bruxelles, le 30 juillet 1919.

ART. 7.

Een koninklijk besluit stelt de samenstelling vast, van eene interministeriële Commissie, die samen met den Koninklijken Hoog-Commissaris gelast is het geleidelijk toepassen van het Belgisch bestuurlijk en rechterlijk stelsel op de Kreitsen Eupen en Malmédy te bewerkstelligen.

ART. 8.

De buitengewone bevoegdheden vanden Koninklijken Hoog-Commissaris zijn van onbeperkten duur; zij zullen enkel door eene beslissing van de welgevende macht opgeheven worden.

Gegeven te Brussel den 30ⁿ Juli 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS

